

NAME AND DATE OF NEWSPAPER

*Montreal Le Canada 9 avril 1930***La véritable interprétation**

Un journal de la Métropole s'indigne de la déclaration de l'honorable Mackenzie King à l'effet que son gouvernement n'entendait pas se prêter aux intrigues et à la campagne de l'opposition dirigée par l'hon. M. Bennett et des gouvernements tories et progressistes de certaines provinces au sujet du chômage.

Cette déclaration de M. King faite au cours du débat sur la motion Heaps demandant la mise à l'étude immédiate d'un système d'assurance chômage répond à la tentative de M. Bennett de se faire du capital politique et d'exploiter ce problème au bénéfice de son parti. Le chef tory n'a pas la moindre intention d'aider les chômeurs. Il désire en tirer un avantage politique. D'après lui, s'il n'y a pas assez de travail pour occuper tous les citoyens canadiens, c'est que notre tarif n'est pas assez élevé. Toujours l'éternelle marotte de la protection! Il refuse d'admettre que le chômage est à l'heure actuelle un problème mondial—il y a en ce moment près de dix millions de chômeurs dans l'univers — et qu'on ne le règlera pas au moyen de la hausse du tarif et de la protection à outrance.

Les principaux facteurs du chômage ou de l'insuffisance de l'emploi sont: fluctuation saisonnière devenue chronique dans certaines industries; remplacement de la main-d'oeuvre par l'emploi des instruments de travail plus perfectionnés et de ce fait augmentation de la production, dépression commerciale.

Quel chef de parti au fait de la situation nierait ces trois facteurs du chômage ?

Lorsqu'on nous offre la protection comme panacée à ces trois maux de la situation économique qui est à peu près partout la même dans l'univers, on ne discute pas sérieusement.

Le discours de l'hon. M. King est bien clair. Il faut bien le comprendre. Il n'est pas prêt à aider les gouvernements tories des provinces qui, de concert avec M. Bennett, se faisant du chômage une arme contre l'administration King, ont donné l'impression que le manque d'emploi était plus considérable au Canada que dans tous les autres pays. Leur but est d'en faire une question politique, d'en tenir le gouvernement responsable et de lui faire admettre implicitement sa responsabilité en le forçant d'aider les chômeurs.

Le premier ministre a dénoncé cette tactique odieuse. Est-ce un parti respectable que celui qui se fait du capital en profitant des difficultés de la population ?

Prêt à aider les chômeurs, le gouvernement King doit observer l'esprit et la lettre de la constitution. Et l'assistance aux chômeurs, nous l'avons dit et répété, tombe sous la juridiction des municipalités et des provinces. Le pouvoir central ne peut intervenir que quand les administrations municipales et provinciales, incapables de le faire parce que cela obérerait trop fortement leur budget, lui en font la demande expresse. Jusqu'à présent, les provinces ne l'ont pas demandé. Quelques municipalités sises dans des comtés représentés par des députés tories ont fait des requêtes plutôt par tactique politique que par besoin.

C'est de cette manière qu'il faut interpréter les remarques de l'hon. M. King. Toute autre interprétation est malhonnête et injuste à son égard, car à la suite de cette rebuffade aux tories — rebuffade qu'ils tentent d'exploiter — le premier ministre a ajouté qu'il est prêt à établir un système d'assurance chômage et aussi d'aider toute province qui ne pourrait elle-même secourir ses chômeurs.

Est-il quelque chose de plus clair ?

W. L. Mackenzie King Papers

Speeches-1922 - 1932

PUBLIC ARCHIVES
ARCHIVES PUBLIQUES
CANADA